

Le rôle de l'ingénieur agronome dans la situation politique de l'agriculture vénézuélienne : 1936-1948

Rigas ARVANITIS* et Thierry BARDINI**

L'agronomie—qui naît en même temps que l'économie politique—se pense et s'érige à partir d'une question centrale : comment produire plus, comment rendre compatible le développement du produit et celui de la société, comment nourrir les villes et assurer le bien-être des populations rurales ? Ainsi, l'intervention de l'ingénieur agronome ne se justifie que s'il y a tentative ou *volonté politique pour rationaliser la production*. On dit bien *agronomie*, et non pas *agrologie*, car cette discipline est née d'une réflexion sur la rationalisation de la production agricole, non d'une interrogation sur la nature.

La situation économique et sociale des pays qui donnèrent naissance à cette conception utilitariste est toute différente de celle du Venezuela du début de ce siècle, et même de celle de toute l'Amérique latine. La différence la plus importante porte sur le rôle de la propriété de la terre. Au Venezuela, au début de notre siècle, la question centrale est celle de la possession des lieux. Il y a donc un monde qui sépare le Venezuela de l'Europe de la fin du XIX^e siècle : ici on s'occupe de la distribution des richesses, là-bas encore de la répartition des terres. Dans ces conditions, la réforme agraire sera le thème essentiel et la principale tâche de la *modernisation* (1).

Nous tenterons d'apporter des réponses à deux questions : comment forme-t-on les ingénieurs agronomes et quelle est leur fonction ? La définition de leur rôle s'est effectuée, sans débats ni controverses, durant la période qui nous occupe, à savoir la période de profondes transformations sociales et politiques de l'entre-deux

*Sociologue ORSTOM, Département Sud, 72, route d'Aulnay, 93143 Bondy cedex

**Agronome VSNA, en poste au Venezuela en 1989

dictatures (1936-1948). En revanche les luttes et débats politiques sur l'agriculture feront rage dans cette période agitée et féconde, et contribueront à donner une tonalité particulière à cette nouvelle profession.

CONTEXTE ET ANTÉCÉDENTS

Notre période d'étude commence à la fin du régime dictatorial de Juan Vicente Gómez (2), à sa mort, en 1936. Malgré une apparente continuité — son successeur n'est autre que son ex-ministre de la Défense, le général López Contreras (1935-1941) auquel succède son propre ministre de la Défense, le général Medina Angarita (1941-1945) —, cette période marque une rupture politique profonde. On y voit s'organiser les forces démocratiques et le système des partis. On y voit aussi se consolider l'appareil de l'État bienfaiteur, et non plus seulement de l'État gendarme. Le premier gouvernement élu, celui présidé par l'écrivain Rómulo Gallegos et soutenu par le parti *Acción Democrática* de Rómulo Betancourt (3), sera brutalement interrompu par l'établissement de la seconde dictature, avec le régime de Pérez Jiménez.

La crise des années trente a provoqué une chute des exportations de cacao et surtout de café dont l'agriculture vénézuélienne ne se remettra jamais. Durant les premières années après la mort de Gómez, les deux tiers de la valeur de la production agricole proviennent du secteur végétal et le tiers restant est apporté par l'élevage bovin. Les deux produits traditionnels de l'agro-exportation que sont le cacao et le café baisseront sans cesse face au reste de la production agricole. En 1937, ceux-ci représentent 24 % de la valeur de la production pour n'atteindre que 4 % en 1983. L'ensemble de la production des « haciendas » (cane à sucre, café, cacao, bananes) passera, quant à elle, de 37 % en 1937 à 26 % en 1950, puis à 19 % au début de l'actuelle ère démocratique (1958), pour n'atteindre que 10 % en 1983. Il faudra attendre les années soixante pour observer un revirement de tendance avec la croissance de la production de riz, de sorgho et de maïs, le développement spectaculaire de l'aviculture et la forte poussée de la production laitière. Mais les années trente et quarante seront celles de profondes crises de production agricole et de révoltes provoquées par la famine.

La période qui nous occupe est donc une période d'effervescence où prendra forme un nouveau modèle de développement.

Rien de tel n'avait eu lieu durant le régime de Gómez : outre le fait que les initiatives restaient relativement inexistantes en ce

qui concerne l'enseignement et la vulgarisation agricole, l'absence d'une politique agricole claire en interdisait l'émergence. Pourtant la modernisation est aussi le lemme central des positivistes qui forment la partie pensante, mais soumise, du régime dictatorial. La modernisation agricole a été un courant d'opinions puissant du « gomecisme ». À défaut d'une véritable politique (CIPRIANO RODRÍGUEZ, 1983), le régime de Gómez entreprendra la colonisation agricole, le financement de l'agriculture — au moins des plus riches propriétaires ainsi que des plus proches collaborateurs du dictateur —, la création de la Banque Agraire, diverses mesures économiques en faveur des exportations agricoles (mesures de protection, subventions) et la construction d'un réseau de routes assez étendu pour l'époque (BALDERRAMA, 1990a).

L'enseignement agronomique, après de nombreux essais infructueux, tient beaucoup plus de la déclaration d'intention que de la réalisation. Le Venezuela n'aurait eu à la mort de Gómez que trois agronomes (4). En 1933, avec la création de la Escuela de Expertos Agropecuarios à Maracay — expression la plus élevée des initiatives du régime « gomeciste » dans le champ de l'enseignement agronomique — commence un véritable enseignement agricole. Le régime cherche à mettre en place une formation technique de niveau intermédiaire. Différentes autres mesures prouvent l'intérêt du régime pour la chose technique : la création d'un laboratoire de Sciences vétérinaires (1933) pour les diagnostics et les soins au bétail, la création d'un cours gratuit de soins vétérinaires (1934), l'attribution de bourses d'études pour effectuer des études de vétérinaire en Uruguay (1934) et de sciences agricoles à Porto Rico (1934), la création de fermes et stations expérimentales. Cette profusion de nouvelles institutions dans la modernisation du pays est très probablement aussi le fruit du travail d'un groupe d'experts internationaux, qui se trouve à l'époque au sein du ministère de l'Agriculture, commissionné par l'Office de coopération agricole de l'Union panaméricaine (5). Ainsi, l'École des « experts » agricoles (en fait de techniciens agricoles) sera conçue et mise en place avec l'aide de Carlos Chardón, expert agronome portoricain, et Henri Pittier, agronome et botaniste d'origine suisse. Ce dernier s'installera au Venezuela et y fondera la recherche botanique (6).

Toutes ces initiatives, en ordre dispersé, ont comme limites la composition sociale du monde rural et les conditions particulières de la dictature gomeciste. L'agriculture est marquée par le sceau du binôme « conuco-hacienda », jardin vivrier et grande ferme agro-exportatrice, avec une très rare présence des propriétaires moyens (7). C'est pourtant eux qui semblent avoir pu profiter de ces institutions de formation technique. Or, ces agriculteurs intermédiaires sont extrêmement localisés et peu nombreux (8).

L'absence d'une politique économique clairement affichée, l'absence d'initiatives privées, la faible diversification de la production, les formes de cultures traditionnelles, l'augmentation des prix des transports et des matières premières furent autant de facteurs aggravants de la crise qui se manifeste durant cette époque. Tout se passe comme si les gouvernants ne semblaient pas vouloir prendre de mesures pour conjurer les effets de la crise. Ainsi, le Venezuela est-il sorti de la longue période de dictature de Gómez en observant passivement la variation internationale des prix du café et du cacao, sans prendre aucune mesure pour améliorer la production et moderniser les méthodes de cultures (9).

LA FORMATION : UN INGÉNIEUR AGRONOME TROPICAL ?

La période de l'après-dictature, ou plus exactement de l'entredictatures, sera une grande accoucheuse d'institutions modernes, qui encore aujourd'hui marquent la vie de ce pays. L'agriculture ne fait pas exception. Les premiers établissements d'enseignement supérieur verront le jour : l'École supérieure d'agriculture (1937) et l'École supérieure de sciences vétérinaires (1938), qui deviendront plus tard des facultés de l'Université centrale du Venezuela. De même, l'État va fonder sa structure de recherche avec la création de la Station expérimentale d'agriculture et de zootechnie de El Valle (1936). R. BALDERRAMA (1987) appelle cette période, qui commence en 1936 et finit avec la création du Fonds national de la recherche agronomique (Fonaiap) en 1961, la période d'institutionnalisation de la recherche agricole. Ce sera au début de cette période que se formeront les premiers ingénieurs agronomes nationaux et où se profilera le modèle de développement de la discipline.

Les lieux de la recherche agronomique s'établiront assez vite, comme nous venons de le dire, autour, d'une part, de l'Université, et, d'autre part, des stations expérimentales de l'État. En dehors de ces deux pôles de recherche, universitaire et publique, il n'existera à cette époque aucune institution privée (10). De plus, entre ces deux pôles, qui dépendent respectivement du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Agriculture, les relations ne seront pas toujours simples ni dénuées de tensions (11). Enfin, la recherche aura le plus grand mal à s'insérer au sein du ministère de l'Agriculture (12).

Avec la fin de la dictature de Gómez s'opère une ouverture du pays. On assiste alors à l'intensification d'échanges de connaissances entre le Venezuela et le reste du monde. Un premier type de

contacts avec l'extérieur est celui qu'apportent les experts internationaux, déjà mentionnés, qui travaillaient au sein du ministère de l'Agriculture ou comme enseignants des Écoles supérieures d'agronomie et de sciences vétérinaires. Nombreux furent ceux qui restèrent au Venezuela (Bonnazzi, Pittier, Chardón, Ernst, Texera, etc.). En 1946, 19 parmi les 30 professeurs de la faculté d'agronomie étaient étrangers ou formés à l'étranger. Sur les 105 personnes ayant eu un contrat avec le ministère de l'Agriculture entre 1948 et 1950, 90 étaient d'origine étrangère (40 agronomes et 50 spécialistes d'autres disciplines) (13).

L'envoi d'étudiants vénézuéliens dans les institutions d'enseignement étrangères constitue le deuxième type de contacts avec l'extérieur (14).

TABLEAU I

Lieu de formation à l'étranger. Agronomie et sciences agricoles 1935-1947

Date	1935	1936	1938	1939	1940-1945	1947	Total
Porto Rico	4	9	1				14
Mexique		1					1
Costa Rica		1				1	2
Uruguay	1	8	8	4			21
Argentine		2	15	2	1	2	22
Chili			12	3			15
Brésil			2			2	4
Colombie		5	2	2			9
États-Unis			2	2	4	20	28
France			1	1			2
Italie			1			1	2
TOTAL	5	26	44	14	5	26	120

Source : base de données créée par H. RUÍZ CALDERÓN sur les formations à l'étranger. Traitements effectués par nous-même. Liste complète dans ARVANITIS (1990), annexes.

Les données révèlent deux phases : avant et après la Seconde Guerre mondiale. Avant 1940, 82 parmi les 89 boursiers du gouvernement vont dans des pays latino-américains. Après la guerre, les États-Unis domineront avec 20 boursiers parmi les 26. Cependant, dans tous les cas, les pays du Cône Sud — l'Argentine,

le Chili et l'Uruguay —, de climat tempéré, s'imposent largement au sein des destinations latino-américaines : ils représentent en effet 58 des 88 cas considérés. Une bibliographie des sciences agronomiques, publiée par l'un des premiers agronomes vénézuéliens (Gastón VIVAS BERTHIER) à avoir effectué ses études aux États-Unis, ne contient pratiquement aucune référence latino-américaine, et seules quelques rares références en français et en allemand.

Ainsi, la *spécificité tropicale* de l'enseignement que reçoivent les ingénieurs agronomes vénézuéliens formés à l'étranger est plus que discutable. Il apparaît en effet que les références techniques essentielles provenant de ces enseignements négligent le caractère tropical de l'agriculture vénézuélienne : l'agronome vénézuélien se forme donc à cette époque sur la base de *modèles techniques importés* (15), qu'il s'agira ensuite d'*adapter* à la réalité agricole nationale.

Il semble qu'il y ait eu à cette époque un débat larvé sur la nature des études d'agronomie au Venezuela qui portait sur *les places respectives de la théorie et de la pratique*. Une forte distinction théorie/pratique apparaît dès la création des études d'agronomie. Tout d'abord avec la création d'un enseignement à deux niveaux : un niveau technique avec l'École d'*experts* agricoles (1933) qui se transforme en 1936 en École *pratique* d'agriculture ; et un niveau supérieur avec l'École *supérieure*. Ces dernières qui deviendront plus tard des facultés universitaires, l'emploi d'experts internationaux dans le corps professoral et le retour d'étudiants agronomes formés à l'étranger, vont caractériser cet enseignement qui sera de haut niveau, mais décalé par rapport à la réalité « tropicale et attardée » de l'agriculture nationale à cette époque.

Du point de vue de l'agriculteur ce seront plutôt les enseignements de l'École pratique qui seront les plus utiles. Un de ses premiers élèves rappelle : « À cette époque [...] on nous mettait une bêche en main et on apprenait à faire en faisant. [...] Les ingénieurs agronomes, eux, ne restent pas aux champs ; ils sont bons pour tirer des plans, pas pour piloter un tracteur » (16). Un autre agriculteur, célèbre dans le pays car homme politique et d'affaires actif, Concepción « Concho » QUIJADA, confirme ce constat : « J'ai étudié l'agronomie sans savoir ce que j'allais faire comme études. Il y avait des bourses pour ces études [...] Moi je croyais que l'agronomie c'était de l'astronomie. Je suis allé à Maracay, où se trouvait l'École. La faculté d'Agronomie n'existait pas à cette époque, et cette École était unique. Je fus étonné quand on me donna une machette, une bêche, un râteau, et qu'on me donna une parcelle à cultiver [...] On nous enseignait l'agriculture en la faisant, pas en la disant, mais aujourd'hui ceux qui l'enseignent ne la font pas » (17). Au sein des écoles supérieures on retrouve un effort important

pour donner aux étudiants les bases d'un savoir théorique en fonction des disciplines scientifiques. Le projet de l'École supérieure est fondé sur une série de rapports à propos de l'état de l'enseignement agricole dans différents pays (Porto Rico, Brésil, Équateur, États-Unis et Argentine) (PACHECO TROCONIS, 1988). Il est également étroitement lié au modèle américain des *land-grant colleges*, à la suite des injonctions d'une mission américaine, guidée par un phytopathologue de l'université de Cornell, WHETZEL (BALDERRAMA, 1987).

On veut donc créer une école aussi pratique que possible, qui intègre les travaux de recherche et d'enseignement. La Station expérimentale, comme l'École, est divisée en disciplines. Si cela semble normal pour une école, c'est probablement plus étonnant pour ce qui sera plus tard le centre de recherches agronomiques national. Par ailleurs, les souvenirs des premiers ingénieurs agronomes de l'École semblent indiquer que la quantité de cours théoriques était très importante. Ainsi, en 1940, les cours sont réorganisés. Cette réorganisation interne viendra alléger la tâche des étudiants qui se sont plaints à maintes reprises de la charge de travail. Mais il s'agit aussi de rapprocher l'École du monde agricole, sur la base « de modèles pédagogiques étrangers qui ont fait leurs preuves » (PACHECO TROCONIS, 1988). C'est d'ailleurs à la suite de cette réorganisation que commencera réellement la recherche au sein de l'École (18).

L'issue de cette histoire aurait dû être la création d'une structure de recherche intégrant les différents éléments institutionnels : l'École, la Station, l'École pratique. Rien de tel n'a pourtant eu lieu. L'histoire de la recherche agronomique de 1936 à 1950, date de la totale autonomie universitaire de la future faculté d'agronomie, est en réalité l'histoire d'une lutte larvée entre l'enseignement et le secteur public de services et de recherche. Cette lutte semble s'amplifier au fur et à mesure qu'augmente le nombre de fonctionnaires au sein du ministère de l'Agriculture (19).

La solution adoptée fut, finalement, celle d'un cloisonnement entre la recherche agronomique publique, qui sera prise en charge par le ministère de l'Agriculture, et l'autonomie universitaire, où la carrière d'ingénieur agronome se rapprochera de plus en plus de celle des ingénieurs issus de la puissante faculté des sciences de l'ingénieur. L'Université aura pour fonction de produire des professionnels de statut similaire, du moins en titres, avec celui des diplômés universitaires qui exercent une activité libérale (20).

LA FONCTION DE L'AGRONOME : UN RÔLE POLITIQUE

Comme nous l'avons vu, la définition d'un modèle technique caractérisant l'agronomie vénézuélienne dépend directement de la formulation d'une politique agricole globale dont la « modernisation » est un aspect essentiel. La première politique agricole globale est très certainement celle définie par le fameux « programme de février » du gouvernement de López Contreras, en 1939. Le programme de février comporte de nombreuses mesures qui visent à assurer une plus grande pénétration de la technique dans l'agriculture. On peut ainsi mentionner la réorganisation du ministère de l'Agriculture, la création des Écoles supérieures d'agriculture et de sciences vétérinaires, de « chaires ambulantes », de stations expérimentales et de fermes de démonstration.

Le résultat de ces initiatives sera très certainement l'accroissement du nombre d'ingénieurs agronomes. À partir de 1942, date de la première promotion d'ingénieur agronomes, jusqu'en 1951, l'École supérieure d'agriculture et plus tard la faculté de l'Université centrale du Venezuela formeront 133 ingénieurs agronomes (soit 14,7 ingénieurs par promotion) (21). Il y aura en 1960 un total de 302 ingénieurs agronomes de l'enseignement supérieur et 632 techniciens issus de l'École pratique (22). Bien que le nombre total soit assez important, il faut garder à l'esprit que, comparé au nombre d'inscriptions, il indique le caractère *sélectif* des études agronomiques.

Tout concourt donc à la formation d'un corps de professionnels de haut niveau, sévèrement sélectionnés, munis d'une solide base théorique. En bref, une élite. Rien de plus éloigné pourtant que le projet proposé par Whetzel sur le modèle des *land-grant colleges*. Ainsi, le Venezuela nous offre le paradoxe d'une organisation formelle proche de celle des États-Unis, mais beaucoup plus proche quant à son fonctionnement social du modèle des grandes écoles françaises (23). Il devient évident que ces ingénieurs, mieux formés pour travailler sur le papier et en ville, seront déphasés par rapport aux exigences d'une agriculture qui se transforme rapidement et se remet avec difficulté d'une profonde crise agro-exportatrice.

Ainsi, l'École supérieure d'agronomie, plus tard devenue faculté de l'Université centrale, va produire une nouvelle élite d'État, au lieu de former des techniciens de l'agriculture, comme le voulait BONNAZZI, son premier directeur. Selon le meilleur spécialiste du Venezuela en la matière, cette dérive est due à l'absence de

définition des tâches nécessaires de l'ingénieur agronome (BALDERAMA, 1987), résultat d'un cloisonnement des études par rapport à la recherche, d'une division disciplinaire trop rigide, d'une formation théorique trop importante et d'une pratique trop peu valorisée. En effet, la recherche de légitimité sociale pousse naturellement les nouveaux diplômés à s'éloigner des fonctions proprement techniques, ou plus exactement à chercher des positions socialement plus valorisantes que celle de « technicien de l'agriculture » (24). En ce sens, le témoignage de Eduardo MENDOZA GOITICOA, qui fut le premier ingénieur agronome à obtenir le portefeuille de ministre de l'Agriculture, est particulièrement intéressant : il rappelle avoir été entouré de collègues ingénieurs agronomes qui revenaient au pays après avoir complété leur formation à l'étranger (25).

Le fait important est que les hommes politiques reconnaissent à partir de 1945 le rôle que pourrait jouer cette nouvelle profession. Ainsi, pour justifier sa politique durant sa première présidence (1945-1947), Rómulo BETANCOURT juge-t-il bon de souligner : « En 1945, quand nous arrivâmes au pouvoir, le nombre d'étudiants en sciences agronomiques n'était que de 1 244 et l'État investissait dans cette branche de l'enseignement à peine un million de bolivars. La première année du Gouvernement A. D. (Acción Democrática), cet investissement fut multiplié par trois, et ces trois millions de bolivars permirent d'augmenter le nombre d'inscrits de la faculté d'Agronomie à 3 165 étudiants. En 1948, il y avait 5 733 étudiants qui étudiaient l'agronomie ou les sciences vétérinaires, réserve technique importante pour le futur d'experts qui allaient donner un sens d'efficacité au processus en marche de redistribution de la propriété de la terre. » (BETANCOURT, 1956, p. 429).

Mais justement, il nous semble que la question agraire a projeté les ingénieurs agronomes dans des tâches plus politiques que techniques. Aussi important que le problème de la création d'une démocratie constitutionnelle et que la question pétrolière, le problème agraire a été l'objet de très nombreux débats. Durant la période qui nous intéresse, il y eut deux lois de réforme agraire, soutenues par deux gouvernements différents. Par ailleurs, les questions agricoles eurent souvent une brûlante actualité, à cause de la grave crise de la production agricole, de l'augmentation massive d'importations durant cette période et des innombrables querelles et luttes autour de la distribution des terres. Examinons brièvement l'importance accordée à ces thèmes.

Tout d'abord, pour le nouveau mouvement démocratique vénézuélien la réforme agraire sera un thème fondamental, non seulement d'un point de vue agricole mais aussi, et surtout, d'un point de vue strictement politique. En témoigne la « Thèse agraire » du Parti démocratique vénézuélien (PDN) (26), reconstitué en 1937 par

TABLEAU II
Bref rappel chronologique

Décembre 1935 Mort de Juan Vicente GOMEZ	
1936-1941	Gouvernement de LÓPEZ CONTRERAS. Programme de février. Nombreuses mesures pour moderniser l'agriculture. Pas de solution au problème de la propriété des terres.
1941-1945	Gouvernement de Isaias MEDINA ANGARITA. Nombreuses mesures d'urgence en matière agricole. Loi agraire. Décret interdisant l'expropriation des agriculteurs.
1945-1947	Junte révolutionnaire (Rómulo BETANCOURT). Nombreuses mesures protectionnistes pour l'agriculture. Soutien important à la production. Renforcement important de la formation des ingénieurs agronomes et vétérinaires. Ingénieur agronome nommé ministre de l'Agriculture.
1947-1948	Gouvernement de Rómulo CALLEGOS (8 mois). Loi de Réforme agraire. Décret de non-expulsion des agriculteurs installés sur les terres non attribuées.
1948-1958	Dictature de PÉREZ JIMÉNEZ. Poursuite de la modernisation de l'agriculture. Nouvelle loi agraire, moins participative, plus présidentielle, mais inspirée des deux lois précédentes.

Rómulo BETANCOURT dans la clandestinité d'abord, puis vite reconnu comme la principale force d'opposition démocratique au gouvernement López Contreras. La « Thèse agraire » insiste sur le fait que « le pouvoir politique a toujours été identifié au latifundisme au Venezuela et que cette identification s'est encore accentuée à l'époque de GÓMEZ ». Cette justification politique, dans le cadre de la lutte pour la démocratie, place les autres problèmes au second plan. La réforme agraire s'impose comme la clé de voûte de la modernisation agricole, envisagée alors dans le cadre d'une intervention de l'État, comme en témoignent les conclusions de la Thèse agraire du PDN : « 1) l'économie agraire est en ruine ; 2) les causes fondamentales de cette ruine économique sont le latifundisme et l'impérialisme étranger ; 3) aucun des trois types de propriétaires terriens (latifundistes, moyens et petits propriétaires) n'est capable, techniquement et économiquement, d'améliorer en quantité et en qualité une production diversifiée ; 4) seule une intervention profonde de l'État peut sauver notre économie de la banqueroute » (« Tesis agraria del PDN ») (27).

Il faut alors « une réforme agraire moderne, orientée vers un meilleur rendement économique de la terre, qui ne se conçoit pas

sans direction technique de la production et sans mécanisation du travail» (28). Plus tard, le candidat présidentiel Rómulo GALLEGOS dira : «Il est bien connu que le problème rural est double : agraire et agricole. Le premier peut être synthétisé par cette phrase d'un traité espagnol de droit public : terres sans hommes et hommes sans terres. Le second est produit par la routine des cultures, l'absence de crédits accessibles à l'agriculteur, et l'absence de sécurité quant au placement de sa récolte à des conditions réellement intéressantes, à l'abri de la spéculation, des accapareurs et des intermédiaires.» (29).

Ainsi le PDN puis, après 1941, l'Acción Democrática (AD) auront une intense activité politique pour imposer une réforme agraire équitable et modernisatrice. Cette volonté trouve sa racine dans l'expérience mexicaine jugée comme un échec, car celle-ci n'avait eu comme seul objectif que la distribution des terres, non la modernisation de l'agriculture (30). Ce projet se concrétisera dans la loi de réforme agraire de 1948, durant le premier gouvernement de l'AD. Mais l'effort sera étouffé par le coup d'État de Pérez Jiménez du 24 novembre 1948. Ce dernier imposera immédiatement une nouvelle loi (28 juin 1949), le «Statut agraire», «curieuse «combinaison» des deux lois antérieures (1945-1948), dans la mesure où les énoncés de l'une et de l'autre alternent dans le texte de la loi» (CASTILLO, 1985, p. 142).

Bien qu'ils reprennent l'argument de la modernisation, les conservateurs insisteront pour leur part sur un autre ordre de priorité, qui relègue la réforme agraire à un rang secondaire. Ils insistent sur le retard technique de l'agriculture vénézuélienne et sur le nécessaire «retour à la terre» (thèse soutenue par un petit parti, le Parti agraire national, fondé par l'ancien ministre de l'Agriculture de López Contreras, Amenodoro RANGEL LAMUS, et qui, par sa propagande écrite sous forme de vers, a fait le bonheur des humoristes). Plus encore, ils réduiront la réforme agraire des gouvernements progressistes à son contenu politique, comme en témoigne cette réaction de A. RANGEL LAMUS : «Malheureusement, les déclarations de principes de la Loi [de 1945] ne se trouvent pas confirmées par les autres dispositions, puisqu'il apparaît évident à leur lecture que l'unique préoccupation qui a guidé ses rédacteurs est de fournir à l'État un instrument juridique qui lui permette de diviser et de subdiviser à l'envi la propriété rurale.» (RANGEL LAMUS *et al.*, 1945, p. 128) (31). Mais la véritable position «conservatrice» n'est pas débattue dans les salons culturels (32); elle s'exprime par une volonté d'accaparement des terres incultes ou non attribuées qui s'opère très vite durant les années quarante. En témoignent les très abondants affrontements et procès de cette époque au sujet des terres (33).

Pour cette raison, l'action des gouvernements successifs durant cette période a été marquée, plus encore que par les lois de Réforme agraire, par les décrets qui interdisaient l'expropriation des petits exploitants. Le gouvernement de Medina Angarita (1941-1945) et celui de l'AD (1945-1948) ont promulgué de tels décrets (34). Rétrospectivement on comprend qu'il s'agissait de la manière la plus expéditive pour arrêter les désordres provoqués par la redistribution «sauvage» des terres appartenant autrefois à de grands propriétaires ou non attribuées («tierras baldías») et qui prenaient une ampleur considérable. Ainsi, le décret de Medina Angarita en 1945 a reçu l'appui des forces progressistes (partis politiques mais surtout des syndicats patronaux modernistes représentés par la Fedecamaras). L'importance de ces décrets réside dans une particularité du développement agricole au Venezuela, qui s'effectue par l'occupation des sols ou l'extension de la frontière agricole plus que par la redistribution de la propriété des terres (35).

Ces oppositions entre démocrates et conservateurs (de cette époque) ont également joué dans le processus de définition des caractéristiques internes de la discipline. En effet, il s'est trouvé — par hasard historique probablement plus que par déterminisme politique — que la défense de la «tropicalité», c'est-à-dire de la reconnaissance de la spécificité tropicale du pays et de la nécessaire orientation technique de la politique agricole (plus que politique), sera le fait des conservateurs, non des démocrates (36). Cette répétition, à petite échelle, de l'erreur positiviste vénézuélienne, sera lourde de conséquence (37).

En effet, les modernisateurs seront résolument orientés vers le modèle nord-américain, aussi bien politique qu'administratif (LOMBARDI, 1985), alors que les conservateurs seront plus orientés vers l'appui à un modèle nationaliste propre au pays. Le contenu de l'agronomie s'en ressentira. L'agronomie vénézuélienne ne sera pas spécifiquement tropicale, ni même ne saura réfléchir sur ce que cette particularité signifie. Elle ne développera qu'une réflexion très approximative sur la modernisation agricole et s'alimentera essentiellement des modèles américains de manière assez peu critique. Il faudra attendre la création d'une nouvelle génération d'agronomes, celle qui a aujourd'hui entre 40 et 50 ans pour qu'émerge une réflexion à la fois tropicaliste et démocrate. Les origines de cette réflexion se trouvent dans le mouvement de renaissance de la science agronomique dès l'après-dictature en 1958 et du mouvement plus récent dit de la Rénovation universitaire (1968), plus que dans la dynamique interne de la discipline. Mais ceci est déjà une autre histoire.

Nous avons signalé que le binôme conuco-hacienda, où la première produit pour le marché et le second pour l'autoconsommation,

forme la clé pour la compréhension de l'ordre agricole comme de l'ordre social du pays de cette époque (CARVALLO et HERNÁNDEZ, 1984). C'est dans cette perspective que la Réforme agraire, principale tâche des agronomes, a surtout été conçue comme un outil pour casser cette structure bipolaire et la remplacer par une agriculture marchande dans son ensemble. Ainsi, la modernisation n'est-elle pas l'accompagnement d'un processus à la fois social et technique, où l'agronome traduirait les intérêts en présence en termes techniques; *elle est la mise en place d'un fonctionnement social et économique différent et opposé à celui existant* (38). L'agronome a donc été un des agents de ce développement *contre* la société agraire, comme cela fut le cas pour pratiquement toute la politique de modernisation mise en route durant la période que nous avons examinée.

À cet égard, il est intéressant de constater que l'AD a soutenu avec vigueur la création de coopératives agricoles, dont le père spirituel est le mexicain Ramón FERNÁNDEZ Y FERNÁNDEZ (39) et qui furent codifiées dans la Loi agraire de 1948 sous l'appellation des «Communautés agraires». Cette tentative est d'autant plus intéressante qu'il n'existe au Venezuela aucune tradition coopérative indigène, contrairement aux pays andins (40). Mais les «communautés» semblent n'avoir eu qu'un trop bref succès. Si une année après leur mise en place, on en comptait déjà 14 (41) en 1949 il n'en restait plus que 4 (42). Comme le fait remarquer VESSURI (1983), les responsables du ministère de l'Agriculture avaient en tête un agriculteur qui ressemblait plus aux colons du Middle West américain qu'aux véritables habitants du monde rural vénézuélien.

CONCLUSION

Nous avons examiné l'émergence d'un personnage nouveau dans la société vénézuélienne, l'ingénieur agronome, qui s'opère dans un contexte politique mouvementé entre 1936 et 1948. La formation des ingénieurs agronomes les destinait tout naturellement au rôle d'*agent de l'État*. Cette fonction est tributaire des conflits qui agitent les divers groupes en présence au sujet de la définition d'une politique agricole. Comme nous l'avons vu, le thème de la réforme agraire occupe le devant de la scène et cristallise ces conflits.

Dans ces conditions, l'émergence de l'agronomie nationale se caractérise par une volonté politique de modernisation de l'agriculture, mais relègue le changement technique au second plan des préoccupations. Or, dès cette époque, la pratique de la subvention directe à la production inaugure un mode de fonctionnement qui,

lui non plus, ne va pas dans le sens d'une amélioration des conditions de changement technique de l'agriculture nationale. Dès les années trente, l'économie vénézuélienne se caractérise en effet comme économie de rente : le principal objet de la politique économique consiste alors à redistribuer la « manne pétrolière » (43). Si l'importation de tracteurs a su faire brûler les étapes au pays en matière de production, elle aura aussi eu des conséquences néfastes sur la productivité comme le rappelle BALDERRAMA (1990a) quand il parle de l'adoption d'un « modèle agricole extra-latitudinal » grand consommateur d'inputs et d'énergie qui, de plus, gardera son ancienne caractéristique d'agriculture extensive. L'incitation à la reproduction de modèles techniques importés, que nous avons déjà décelée pour la formation de l'agronome, aura là les possibilités économiques de son plein déploiement.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier Rafael Balderrama et Yolanda Texera, tous deux de l'Area Ciencia y Tecnología du Cendes (UCV) pour leur aide précieuse et leurs conseils amicaux ; Yajaira Freitas de l'Ivic pour son attentive lecture d'une précédente version espagnole ; Humberto Ruíz Calderón pour les données sur les bourses de formation à l'étranger et Nelson Prato Barbosa pour nous avoir autorisé l'accès aux archives du projet de son équipe sur l'agriculture vénézuélienne. Les auteurs sont seuls responsables des erreurs qui pourraient subsister dans ces pages.

Notes

- (1) La modernisation s'est aussi traduite par l'éclosion de nombreuses institutions scientifiques et techniques durant cette époque, voir le recueil d'articles sous la direction de Yajaira FREITES et Yolanda TEXERA (1990).
- (2) Juan Vicente Gómez, dictateur de 1908 à 1935, personnage marquant de l'histoire du Venezuela. Il est le dernier des « caudillos ». Sa mort sera suivie de la complète réorganisation politique et sociale du pays. Voir E. PINO ITURRIETA *et al.* (1988), L. CIPRIANO RODRIGUEZ (1983) et Inés QUINTERO (1989).
- (3) Rómulo Betancourt (1901-1981), figure décisive de l'histoire contemporaine du Venezuela, fut le fondateur et le principal leader du parti Action Démocratique (1941 — qui fait suite au PDN), aujourd'hui encore au pouvoir. Combattant acharné des dictatures de Juan Vicente Gómez et de Marcos Pérez Jiménez, il est unanimement reconnu comme l'un des fondateurs de la Démocratie vénézuélienne. Il fut Président de la République pour la première fois dans le cadre d'un gouvernement provisoire entre 1945 et 1948, puis une seconde fois en 1959, à la suite des premières élections libres organisées à la chute de la dictature (1958).
- (4) Eduardo MENDOZA GOITICOA (1960).
- (5) En 1934, le ministère de la Santé, de l'Agriculture et de l'Élevage héberge un important groupe d'experts internationaux : Wilbur Clausen (Costa Rica), Adolphe Boers (Pays-Bas), Walter Canino et Roberto Carmerati (Cuba), Bartolomé Schelotto

(Argentine), Clery Salazar, Eneudio Rivera, Diego Texera, Alfonso Suro Picó, Luis Geigel Hernández, Félix Arostegui (Porto Rico), Christian Greeves et Janerine Singh, de nationalité britannique mais venant de Trinidad; des vétérinaires : Vladimír Kubes (Tchécoslovaquie) et Carlos Otto (Chili). Le seul fonctionnaire vénézuélien formé à l'étranger, au Pérou, est Roberto Alamo Ibarra. Voir BALDERRAMA (1990a), chap. 2, note 18.

- (6) Voir Yolanda TEXERA (1990).
- (7) CARVALLO et HERNÁNDEZ (1984).
- (8) L'un des rares ensembles d'agriculteurs modernistes apparaît à Guanare, dans l'État de Portuguesa, et à Perijá, dans le Zulia. CASTILLO (1985), p. 40. La nouveauté sociale que constituent ces agriculteurs « intermédiaires » est bien soulignée par la perplexité des syndicalistes agricoles comme Ramón QUIJADA (1988) qui à cette époque ne savent pas comment les qualifier.
- (9) F. BRITO FIGUEIROA (1986).
- (10) Il faudra attendre la Fondation Shell pour l'Agriculteur (1952), devenue FUSAGRI au moment de l'expropriation des majors, et quelques fondations privées, telles la Fondation Mendoza et la Fondation Polar, pour observer une intervention conséquente du secteur privé dans le domaine de la recherche.
- (11) Voir à ce sujet PACHECO TROCONIS (1988), p. 170 et suiv.
- (12) BALDERRAMA (1987) examine en détail les faiblesses de la recherche agronomique. Pour une interprétation plus globale sur les problèmes de la recherche appliquée, cf. R. ARVANITIS (1990). Sur l'organisation du ministère de l'Agriculture, fondé en 1936, on lira BALDERRAMA (1990b).
- (13) Données élaborées par BALDERRAMA (1987) à partir des Archives du MAC (Memorias y cuentas del MAC), 1948-1952 : 514-519.
- (14) Voir RUIZ CALDERÓN (1990).
- (15) Sur cette notion de « modèle technique », voir BARDINI (1990) à partir de l'exemple du système productif « ovin-lait » à Roquefort.
- (16) Argenis VIVAS, agriculteur de la région de Portuguesa, entrevue de 1980 effectuée par le groupe d'histoire du Cendes.
- (17) Interview de Concepción QUIJADA, 1980, même source que précédemment (note 16). La confusion entre agronomie et astronomie semble courante à cette époque, comme en témoigne un ingénieur agronome célèbre dans le pays, Henao JARAMILLO, cf. PACHECO TROCONIS (1988), p. 141.
- (18) PACHECO TROCONIS (1988), p. 114 et suiv.
- (19) Voir BALDERRAMA (1990b).
- (20) À une certaine époque la faculté délivrera des diplômes de « Docteur en ingénierie agronomique ». Cf. PACHECO TROCONIS (1988).
- (21) Données issues du travail de PACHECO TROCONIS (1988).
- (22) BALDERRAMA (1987), p. 109.
- (23) Non pas tant des grandes écoles traditionnelles (Polytechnique, Mines) mais plutôt de ce que SHINN appelle les nouvelles grandes écoles (SupElec, École de Physique et de Chimie). Cf. SHINN (1989).
- (24) Dans un texte plus récent, BALDERRAMA (1990b) revient sur sa position première. Il ajoute qu'à partir de la promulgation de la Loi cadre pour l'Éducation en 1940, l'objectif assigné à l'Université est l'ascension sociale couronnée par un diplôme. La loi passe en revue toutes les carrières et les assigne à une seule faculté. Ce modèle « une faculté — une profession » aurait indirectement impliqué la coupure entre le Ministère, débouché naturel des agronomes, et l'Université, renforçant ainsi le rôle

- de sanction professionnelle de cette dernière indépendamment de sa fonction technique.
- (25) MENDOZA GOITICOA (1960) : 157-179.
- (26) La « Thèse agraire » ainsi que les textes des lois de réforme agraire sont contenus dans Luis TROCONIS GUERRERO (1962).
- (27) Cité par TROCONIS GUERRERO (1962), p. 209.
- (28) Rómulo BETANCOURT (1956).
- (29) Rómulo GALLEGOS, discours à Valencia, mars 1941, cité par TROCONIS GUERRERO (1962), p. 214.
- (30) BETANCOURT (1956/1986), p. 423, note 4.
- (31) *Observaciones sobre el primer proyecto de Reforma Agraria del año 1945*, par A. RANGEL LAMUS, Manuel FUENTES GILLY, Pablo DÍAZ GONZÁLEZ, Luis AUGUSTO COLMENARES FOSSI et JESÚS M. DÍAZ GONZÁLEZ, in A. RANGEL LAMUS (1960) : 127-137.
- (32) RANGEL LAMUS avait donné une conférence célèbre en 1942 au Salon culturel de Caracas qui avait déçu les conservateurs, car sa position en faveur de la technification de l'agriculture et surtout de la création d'une culture rurale véritable n'apportant pas d'arguments permettant une opposition très solide face au gouvernement. Cf. TROCONIS GUERRERO, 1962. Cette conférence a été reprise dans RANGEL LAMUS (1960) : 97-125.
- (33) Voir TROCONIS GUERRERO (1962) : 223-225 ; Ramón QUIJADA (1988) et F. BRITO FIGUEIROA (1986) : 470-505.
- (34) Décret du 16 juin 1945 (voir texte in : TROCONIS GUERRERO (1962), p. 238 et Décret de l'Assemblée Constituante du 6 mars 1947.
- (35) O. CASTILLO (1985), en particulier p. 36 et suiv., et 142-144 pour la période 1948-1958. « Attaquer [le latifundio] ne représentait pas non plus une solution aux problèmes fondamentaux de la structure agraire au Venezuela, étant donné la signification et le poids qu'a eus historiquement l'occupation et le fait que, à l'intérieur des grandes unités de production (comme les haciendas) l'occupation soit en vigueur sans avoir à payer de loyer au propriétaire » p. 144. Luis TROCONIS GUERRERO (1962) présente une position différente, celle du nécessaire démantèlement des haciendas, qui fut celle de Acción Democrática durant la période que nous analysons.
- (36) Le plus important représentant de cette position est Amenodoro RANGEL LAMUS, ministre de l'Agriculture sous López Contreras. Voir RANGEL LAMUS (1960) : 99-125.
- (37) Nous appelons « erreur positiviste » l'incarnation tropicale du positivisme à travers les penseurs qui participèrent très activement au gouvernement de la dictature de GÓMEZ (Vallenilla Lanz, Gil Fortoul, etc.), qui consiste à soutenir l'éducation et la modernisation par la force. Voir PINO ITURRIETA *et al.*, (1988).
- (38) Ce qui constitue somme toute un processus très similaire à celui que l'on peut observer dans d'autres pays où le développement a été imposé par l'État « patrimonialiste ». Voir à ce sujet l'exemple de la Turquie dans INSEL (1986).
- (39) Comme en témoigne son livre, FERNÁNDEZ y FERNÁNDEZ (1947).
- (40) « Contrairement à la Russie [...], la Bolivie ou la Yougoslavie [...] au Venezuela il ne restait aucune trace des anciennes formes de travail agricole collectif, Le « conuquero » (cultivateur de conuco) est l'expression typique et exacerbée d'un système de production anti-économique et individualiste », BETANCOURT (1956/1986), p. 422.
- (41) BETANCOURT (1956/1986), p. 427.

- (42) CASTILLO (1985), p. 37.
- (43) Juan Pablo PÉREZ ALFONZO (1976) a été un des principaux critiques du développement par la ressource pétrolière. Pour une explication d'ensemble sur les caractéristiques rentières de l'économie vénézuélienne, cf. MOMMER (1988) et MOMMER (1989).

BIBLIOGRAPHIE

- ARVANITIS (R.), 1990. — *De la recherche au développement. Les politiques et pratiques professionnelles de la recherche au Venezuela*, Thèse de Doctorat en Sociologie, Paris VII.
- BALDERRAMA (R.), 1987. — Papel de la investigación agronomica en la modernización de la agricultura venezolana : 1937-1960. *Estudios Rurales Latinoamericanos*, vol. 10, n° 1.
- BALDERRAMA (R.), 1990a. — *Ciencia y Tecnología agrícola en Venezuela* (titre provisoire). *À paraître*, Caracas.
- BALDERRAMA (R.), 1990b. — *Los primeros doce años del MAC. À paraître*, in : FREITES & TEXERA «Historia de la Ciencia y la Tecnología en Venezuela de 1936 a 1948», communication présentée à la XXXVIII Convención de la AsoVAC, Caracas, novembre 1989.
- BARDINI (T.), 1990. — *Modèle technique et modernisation du système productif : le cas du lait de brebis dans le rayon de Roquefort, 1950-1985*. Thèse de Doctorat en Sociologie, à paraître, Paris.
- BETANCOURT (R.), 1956. — *Venezuela, Política y Petroleo*. Colección Tiempo de Venezuela, Monte Avila Editores, Caracas.
- BRITO FIGUEIROA (F.), 1986. — *Historia Económica y Social de Venezuela*, tome II, Universidad Central de Venezuela, Ediciones de la Biblioteca, Caracas.
- CARVALLO (G.), HERNÁNDEZ (J.), 1984. — *Temas de la Venezuela Agroexportadora*. Serie Estudios Venezolanos, Fondo Editorial Tropykos, Caracas.
- CASTILLO (O.), 1985. — *Agricultura y Política en Venezuela, 1948-1958*. Universidad Central de Venezuela, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, División de Publicaciones, Caracas.
- CIPRIANO RODRIGUEZ (L.), 1983. — *Gómez, Agricultura, Petroleo y Dependencia*. Serie Estudios Venezolanos, Fondo Editorial Tropykos, Caracas.
- DAGOGNET (F.), 1973. — *Des révolutions vertes. Histoire et principes de l'Agronomie*. Collection Savoir, Hermann, Paris.
- INSEL (A.), 1986. — *La Turquie entre l'ordre et le développement*. Éd. L'Harmattan, Paris.
- FERNÁNDEZ Y FERNÁNDEZ (R.), 1947. — *Las Comunidades Agrarias*. Corporación Venezolana de Fomento, Caracas.
- FREITES (Y.), TEXERA (Y.), 1990. — *Historia de la Ciencia y la Tecnología en Venezuela de 1936 a 1948*. Titre provisoire, à paraître. Fondo Editorial Acta Científica Venezolana, Caracas.
- LOMBARDI (John V.), 1985. — *Venezuela : la búsqueda del orden, el sueño del progreso*, Crítica, Barcelona.
- MENDOZA GOITICOA (E.), 1960. — *La Agricultura. Clave del Desarrollo*. Caracas.
- MOMMER (B.), 1988. — La economía venezolana : de la «siembra del petróleo» a la «enfermedad holandesa», *Cuadernos del CENDES*, n° 8 : 36-56.

- MOMMER (B.), 1989. — *La cuestión petrolera*. Editorial Tropykos, Caracas.
- PACHECO TROCONIS (G.), 1988. — *Historia de la Facultad de Agronomía de la Universidad Central de Venezuela (1937-1987)*. Universidad Central de Venezuela, Facultad de Agronomía, Instituto de Economía Agrícola y Ciencias Sociales, mimeo, Maracay.
- PÉREZ ALFONSO (J.-P.), 1976. — *Hundiendonos en el excremento del Diablo*. Editorial Lisbona, Caracas.
- PINO ITURRIETA (E.) et al., 1988. — *Juan Vicente Gómez y su época*. Colección Tiempo de Venezuela, Monte Avila Editores, Caracas.
- QUIJADA (R.), 1988. — *Reforma Agraria en Venezuela*. Segunda edición facsimil, Ediciones Centauro, Caracas.
- QUINTERO (Inés), 1989. — *El ocaso de un estirpe*. Tropykos, Caracas.
- RANGEL LAMUS (A.), 1960. — *Temas agrícolas y agrarios*. Biblioteca de autores y temas tachirenses, 3, Caracas.
- RUÍZ CALDERÓN (H.), 1989. — *La Ciencia y la Tecnología en el Programa de Febrero de 1936*, in : FREITES & TEXERA «Historia de la Ciencia y la Tecnología en Venezuela de 1936 a 1948», à paraître, communication présentée à la XXXVIII Convención de la AsoVAC, Caracas, novembre 1989.
- RUÍZ CALDERÓN (H.), 1990. — Una vieja historia : Los becarios de Venezuela en el exterior (1900-1954). *Interciencia*, vol. 15, n° 1 : 8-14.
- SHINN (T.), 1989. — Progress and paradox in French Science and Technology 1900-1930, *Social science Information*, 28 (4) : 659-683.
- TEXERA (Y.), 1990. — *Historia de la Exploración Botánica en Venezuela*. Thèse de Doctorat, CENDES, Caracas.
- TROCONIS GUERRERO (L.), 1962. — *La cuestión agraria en la historia nacional*. Biblioteca de autores y temas tachirenses, 29, Caracas.
- VESSURI (H. M. C.), 1983. — Condiciones sociales de la producción y cambio tecnológico en la agricultura venezolana, in : SUÁREZ, M., TORREALBA, M. et VESSURI H. (eds) *Cambio social y urbanización en Venezuela*. Monte Avila Editores, Caracas : 141-147.